

L'Afrique et les mécanismes universels de justice pénale internationale

Type de contenu : Texte

Type de médiation : sans médiation

Type de support : Volume

Titre(s) : L'Afrique et les mécanismes universels de justice pénale internationale / Amoulgam Azé Kerté

Auteur(s) : Azé Karté, Amoulgan (1982-....)

Publication : Paris : L'Harmattan, DL 2016

Description matérielle : 1 vol. (124 p.) : couv. ill. en coul. ; 22 cm

ISBN : 978-2-343-09445-8
2-343-09445-4

EAN : 9782343094458

Classification décimale Dewey : 341.552

Note(s) : La couv. porte en plus : "l'Harmattan-Cameroun"
En appendice, choix de documents

Note sur l'édition et l'histoire bibliographique : Autre tirage : 2017

Note sur les bibliographies et les index : Bibliogr. et webliogr. p. 99-105. Notes bibliogr.

Résumé ou extrait : La quatrième de couverture indique : "L'émission d'un mandat d'arrêt par un juge d'instruction espagnol visant 40 militaires rwandais a provoqué une campagne généralisée des chefs d'Etats africains, à partir de 2008, contre ce qu'ils qualifient d'"utilisation abusive et politique" de la compétence universelle. De même, les situations soudanaise et libyenne déférées par le Conseil de sécurité à la CPI, ainsi que l'auto-saisine du procureur de cette Cour dans la situation du Kenya, en plus du contexte mondial qui les caractérise, a conduit l'Union Africaine (UA) à soupçonner la justice pénale internationale d'impartialité et de sélectivité. Ces événements ont créé un climat de méfiance et de réticence, et provoqué un mouvement collectif de retrait progressif des Etats africains des mécanismes universels de justice pénale internationale. Mais au-delà de ces faits, quelles sont les motivations profondes qui poussent les Etats africains à vouloir se retirer de ces mécanismes de justice, quelles sont les solutions palliatives envisagées ? Tel est le questionnement qui a conduit à cette étude et a permis de déterminer les facteurs manifestes et latents à l'origine du retrait progressif de ces Etats de la CPI et leur soulèvement collectif contre l'application du principe de compétence universelle, et à analyser les solutions de substitutions qu'ils proposent."

Sujet - Collectivité : Cour pénale internationale Union africaine

Sujet - Nom commun : Compétence universelle -- Afrique -- 1990-2020
Tribunaux criminels internationaux -- Afrique -- 1990-2020